

## Interview de Bino Olivi: l'Italie et les traités de Rome (Sanem, 4 avril 2007)

**Source:** Interview de Bino Olivi / BINO OLIVI, Christian Lekl, prise de vue : François Fabert.- Sanem: CVCE [Prod.], 04.04.2007. - VIDEO (00:06:25, Couleur, Son original).

**Copyright:** Transcription CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/interview\\_de\\_bino\\_olivi\\_l\\_italie\\_et\\_les\\_traites\\_de\\_rome\\_sanem\\_4\\_avril\\_2007-fr-cob175fe-doea-461d-906b-964f103bdoea.html](http://www.cvce.eu/obj/interview_de_bino_olivi_l_italie_et_les_traites_de_rome_sanem_4_avril_2007-fr-cob175fe-doea-461d-906b-964f103bdoea.html)



**Date de dernière mise à jour:** 04/07/2016

## Interview de Bino Olivi: l'Italie et les traités de Rome (Sanem, 4 avril 2007)

[Christian Lekl] Cette année, on fête le 50<sup>e</sup> anniversaire de la signature des traités de Rome. Quels étaient, pour le gouvernement italien, les points les plus importants dans les traités?

[Bino Olivi] Tout d'abord, je dois dire que moi je ne représentais pas le gouvernement italien dans les négociations des traités de Rome. Je n'ai pas participé à ça. Mais je peux vous dire exactement les points principaux pour le gouvernement italien. Vous savez, l'Italie, à l'époque, était un pays beaucoup plus pauvre que maintenant, le boom de l'industrialisation devait encore commencer, mais on en avait déjà les signes prémonitoires... mais les intérêts étaient surtout des intérêts sociaux. D'abord la libre circulation des travailleurs, parce que l'Italie était encore un pays d'émigration. Ensuite, la protection douanière pour les produits plus sensibles pour l'économie italienne, c'est-à-dire les produits où l'Italie était, pour des raisons techniques, et pour des raisons aussi de climat et de limitations des terres en agriculture, assez minorisée par rapport aux autres participants aux négociations. Et puis des préoccupations sociales, qui couvraient toute une série de raisons politiques et sociales d'un pays qui avait un grand chômage – c'était le pays qui avait le plus de chômage de la Communauté. Je crois qu'entre 10 ou 12 % de la population en état de travail était au chômage, et il y avait encore une forte poussée migratoire. Dans les années 50, vous vous souvenez aussi des migrations vers la Belgique, le massacre de Marcinelle..., c'était récent. Donc c'était ça les préoccupations majeures. Le fonds social, la libre circulation, et tout ce qu'on pouvait faire pour le développement du «Midi», et la reconnaissance de ce que le gouvernement était en train de faire pour le développement du Midi.

[Christian Lekl] Est-ce qu'il y avait des difficultés particulières pour faire passer les traités de Rome dans la classe politique ou dans l'opinion publique italienne?

[Bino Olivi] Moins de difficultés que pour le traité sur la Communauté européenne de défense, de toute façon. Et pourquoi? Entre-temps, n'oublions pas que les faits de Budapest..., ce qui était arrivé à Budapest dans l'automne 1956, avait fortement secoué la classe politique italienne et avait déterminé la fin du front populaire, c'est-à-dire la fin de l'alliance entre communistes et socialistes, qui avait affronté la démocratie chrétienne dans les élections de 1948 et avait été défaite par la démocratie chrétienne de De Gasperi. Et là, finalement, les faits de Budapest avaient déterminé une grande crise dans le parti communiste. Il y avait une partie de la classe dirigeante du parti communiste qui avait quitté le parti en déclarant que la répression soviétique des faits de Budapest et l'alliance sans condition du parti communiste italien avec le parti communiste soviétique, et l'appui donné à l'Union soviétique de ce fait-là, n'était plus supportable. Donc une partie remarquable de dirigeants du parti communiste avait quitté le parti et celui-ci se trouvait secoué. Si bien que lors de la ratification des traités de Rome, le parti socialiste a voté pour l'Euratom et s'est abstenu pour le traité sur la Communauté économique européenne. C'était le mystère de la politique parce qu'à l'époque, ils considéraient que la crise éco-énergétique, qui s'était déterminée par l'entreprise de Suez – parce que c'est ça qui a donné une poussée aux négociations, c'était la crise de Suez, et la nécessité d'arriver au traité Euratom le plus tôt possible pour pouvoir exploiter l'énergie atomique à des fins pacifiques. Chose qui ne s'est pas avérée..., mais sur le traité du Marché commun, il y avait un scepticisme, plus ou moins, qui était un peu partout...